

Justice pour le Darfour



Aux membres du Conseil de sécurité

25 Novembre 2008

Votre Excellence,

Le 3 décembre 2008, le procureur de la Cour pénale internationale (CPI) Luis Moreno Ocampo présentera son rapport au Conseil de Sécurité des Nations Unies sur le travail de la Cour sur la situation au Darfour. La campagne Justice pour le Darfour, avec 48 organisations du monde entier, vous exhorte à saisir cette opportunité pour exprimer le soutien de votre gouvernement au travail vital de la Cour au Darfour.

Ces cinq dernières années au Darfour, des millions de civils ont souffert de violations généralisées des droits de l'homme, dont certaines constituent des crimes de droit international. Les attaques indiscriminées contre les civils par les forces armées soudanaises, soutenues par des milices alliées, et les groupes armés d'opposition continuent, avec plus de 300.000 personnes déplacées depuis janvier 2008. L'aide humanitaire est de plus en plus affectée par de violentes attaques dirigées contre les travailleurs humanitaires et l'insécurité croissante. La mission de maintien de la paix des Nations unies et de l'Union africaine, envoyée pour protéger les Darfuris, continue d'être entravée par les obstructions du gouvernement et l'insécurité permanente.

Suite au renvoi de la situation au Darfour à la CPI par le Conseil de sécurité des Nations unies en mars 2005, la Cour a contribué de façon considérable à la lutte contre l'impunité dans cette région. En avril 2007, la CPI a émis ses deux premiers mandats d'arrêt à l'encontre de l'actuel ministre d'Etat pour les Affaires humanitaires Ahmad Harun et du chef Janjaweed Ali Kushayb pour leur rôle majeur présumé dans la perpétration de crimes de droit international au Darfour. Le 14 juillet 2008, le procureur a demandé à la Chambre préliminaire de la CPI d'émettre un mandat d'arrêt à l'encontre du président Omar Hassan al-Bashir pour crimes de guerre, crimes contre l'humanité et génocide. La semaine dernière, le procureur a demandé l'émission de mandats d'arrêt à l'encontre de membres de groupes d'opposition armés pour leur responsabilité présumée dans l'attaque dirigée contre les soldats de maintien de la paix de l'Union africaine à Haskanita en septembre 2007.

Alors qu'aucun réel progrès n'a été réalisé jusqu'ici au niveau national pour mettre fin à l'impunité pour les crimes commis au Darfour, la Cour pénale internationale représente le plus sûr espoir de justice pour les victimes au Darfour. Son rôle a été reconnu dans la déclaration présidentielle du Conseil de Sécurité du 16 juin 2008, qui incite le gouvernement du Soudan et toutes les autres

parties au conflit à coopérer avec la Cour. **Nous vous demandons de manifester le soutien continu du Conseil de Sécurité des Nations unies au travail capital de la CPI ainsi qu'aux victimes du Darfour en abordant les points suivants dans votre intervention qui suivra la présentation du Procureur :**

- **Affirmer que la justice est une composante primordiale de la paix comme de la sécurité au Soudan,**
- **Exprimer votre engagement pour l'indépendance de la Cour et votre refus de toute tentative d'invoquer l'article 16 du Statut de Rome qui permettrait de reporter l'enquête et les poursuites par la Cour des crimes commis au Darfour,**
- **Solliciter du Soudan qu'il se conforme à son obligation de coopérer avec la CPI conformément à la résolution 1593, en procédant notamment à l'arrestation et à la remise de tout individu faisant l'objet d'un mandat d'arrêt en cours d'exécution,**
- **Appeler toutes les parties au conflit à s'abstenir de commettre des violations du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme,**
- **Souligner que le Conseil de Sécurité ne tolérera pas de menaces ou de représailles à l'encontre des soldats de maintien de la paix, des travailleurs humanitaires ou des civils au Darfour pour quelque raison que ce soit, y compris en réponse aux enquêtes de la Cour au Darfour.**

Mettre fin à l'impunité ambiante au Darfour n'est pas seulement dans l'intérêt des victimes, mais dans celui de la communauté internationale dans son ensemble. Nous vous exhortons à manifester votre soutien aux efforts indispensables de la Cour, de même que la détermination du Conseil à garantir la justice aux victimes de ces crimes abominables.

Veillez agréer, Votre Excellence, l'expression de nos salutations distinguées.

Abdourakhmane Souaré, Président, **Action pour les Droits Humains et l'Amitié - Sénégal**
Anne-Cécile Antoni, Directrice, **Action des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture – France**
James Smith, Directeur, **Aegis Trust**
Lamine Kaba, Président, **Action de la jeunesse Guinéenne pour l'Aide au Développement et à la Prospérité**
Nikki Serapio, Directrice, **Americans Against the Darfur Genocide**
Widney Brown, Directrice, **Amnesty International**
Nasser Amin, Directeur, **Arab Center for Independence of the judiciary and the legal profession - Egypte**
Georges Kapiamba, Vice-Président, **Association Africaine des droits de l'homme - Congo**

Abdulla Alderazi, Secrétaire Général, **Bahrain Human Rights Society**
Moataz El Fegiery, Directeur, **Cairo Institute for Human Rights Studies**
Wadih Al Asmar, Secrétaire général, **Centre libanais des Droits Humains**
Ibrahim Badamasi Kamara, Directeur, **Centre for Human Rights - Sierra Leone**
Issa Kané, Président, **Cercle de Réflexion et d'Action pour le Développement Economique et Social - Mali**
Ibuchukwu Ohabuenyi Ezike, Directeur, **Civil Liberties Organisation - Nigeria**
Nasser H. Burdestani, Coordinateur, **Coalition du Bahrain pour la CPI**
William Pace, Coordinateur, **Coalition pour la Cour pénale internationale**
Khalid Cherkaoui Semmouni, Coordinateur, **Coalition Internationale contre les Abus Sexuels sur les Enfants**
Jacky Mamou, Président, **Collectif Urgence Darfour**
Ali B. Ali-Dinar, Président, **Darfur Alert Coalition**
Fatima Haroun, Présidente, **Darfur Rehabilitation Project**
Adeeb Yousif, Président, **Darfur Reconciliation and Development Organization**
Kayabil Khatir, Secrétaire Général, **Darfur Union UK**
Souhayr Belhassen, Présidente, **Fédération Internationale des ligues des Droits de l'Homme**
Samba Churchill Chifu, Fondateur, **Global Conscience Initiative - Cameroun**
Robert Schütte, Président, **Genocide Alert**
Jean Baptiste Bosongo, Président, **Groupe Lufalanga pour la Justice et la Paix**
Julia Fromholz, Directrice de Programme, **Human Rights First**
Richard Dicker, Directeur, **Human Rights Watch**
Caroline Wojtylak, Directrice, **International Criminal Court Student Network**
Dismas Nkunda, Co-directeur, **International Refugee Rights Initiative**
Mohammad Salimi, Coordinateur, **Iranian Coalition for the ICC**
Karam Saber, Directeur, **Land Center for Human Rights**
Alison Smith, Coordinatrice du Programme Justice Internationale, **No Peace without Justice**
Aryeh Neier, Président, **Open Society Institute**
David Donat Cattin, Directeur, **Parliamentarians for Global Action**
Hassan Greeve, Président, **Prepared Society Kenya**
Chris Baruti, Président, **Recherches et Documentation Juridiques Africaines**
Sarah Kaiser, Directrice, **Rene Cassin**
Hannes Honecker, Directeur, **Republikanischer Anwältinnen- und Anwälteverein**
Jerry Fowler, Président, **Save Darfur Coalition**
Tilman Zülch, Président, **Society for Threatened Peoples International**
Adetokunbo Mumuni, Directeur, **Socio-Economic Rights & Accountability Project - Nigéria**
Tara Tavender, Directrice générale, **Solidarité Darfour Canada**
Hannah Logan, Coordinatrice, **Sudan Organisation Against Torture**
Jiri Kopal, Directeur, **The League of Human Rights - République Tchèque**
Hillel Neuer, Directeur, **UN Watch**
Louise Roland-Gosselin, Directrice, **Waging Peace**
Sadikh Niass, Coordinateur, **West African Refugees and Internally Displaced Persons Network - Sénégal**